

LETTRE OUVERTE DE 58 000 BELGES À LEUR PREMIER MINISTRE

“ Monsieur le Premier ministre, votre pays traite ses citoyens de manière éhontée ”

Monsieur le Premier ministre,

Votre pays traite ses citoyens de manière éhontée. Nos droits de l'homme font l'objet de violations massives. C'est désormais constaté en toutes lettres. Dans l'Affaire Climat, le tribunal de Bruxelles a jugé que la politique climatique belge violait le droit à la vie de 58 000 citoyens. Il a précisé que cette violation a lieu « dans un contexte où les pouvoirs publics belges avaient une parfaite connaissance du risque certain de changement climatique dangereux pour la population du pays ». Si 58 000 citoyens étaient engagés dans la procédure juridique de l'Affaire Climat, la violation des droits de l'homme concerne tous les habitants de ce pays. Alors que la Belgique est souvent la première à dénoncer les violations des droits de l'homme dans d'autres pays, aujourd'hui, trois mois après le verdict, elle observe un silence assourdissant.

Monsieur le Premier ministre,

Quel avenir choisissez-vous pour nos enfants et petits-enfants ? Les inondations dévastatrices dans le sud de notre pays sont encore fraîches et douloureuses dans nos mémoires. Chaque jour, les nouvelles du monde entier nous submergent d'images apocalyptiques. Elles auraient été parfaitement évitables si des mesures avaient été prises plus tôt. Il n'est pas question, ici, de catastrophes naturelles mais de catastrophes climatiques « causées par l'homme ». Le torrent de misère climatique qui nous submerge aujourd'hui a été prédit par la science voici plus de 30 ans et menace notre droit à la vie, à la santé, à la vie de famille, à un havre sûr. Cependant, l'avenir est encore un peu entre nos mains. Tout dépend des choix qui sont faits par nous - par vous - aujourd'hui. Quels choix faites-vous aujourd'hui pour nos enfants et petits-enfants ?

Monsieur le Premier ministre,

Prenez exemple sur Merkel. La Belgique n'est pas le premier pays réprimandé pour sa politique climatique négligente. En avril, la Cour constitutionnelle allemande a jugé que la politique climatique allemande violait les droits de l'homme des citoyens allemands. Le gouvernement Merkel n'a pas tardé à intervenir. Moins d'une semaine plus tard, il a annoncé qu'il revoyait ses ambitions à la hausse et qu'il ferait passer la trajectoire de réduction allemande de - 65 % en 2030 à zéro émission nette en 2045. Il s'agit-là, selon la science du climat, de la trajectoire minimale absolue pour éviter les scénarios catastrophes. En Belgique, trois mois après le verdict : rien de tout cela. Niets. Rien. Nichts.

Monsieur le Premier ministre,

La nouvelle année parlementaire est sur le point de commencer. Nous partons du principe que le climat sera une priorité, une grande priorité, à l'agenda et qu'il sera le fer de lance des années à venir. Nous comptons sur vous et votre gouvernement pour élaborer un plan de crise national et le mettre en œuvre avec énergie. Nous nous attendons à ce que de grandes décisions soient prises, à ce que des mesures soient mises en place et à ce qu'il soit fait preuve de leadership pour garantir que la Belgique assume sa part de responsabilité dans cette crise mondiale. Ce que nous pouvons faire en tant que pays pour la crise de la COVID, nous pouvons aussi le faire pour le climat. Nous en sommes convaincus.

Monsieur le Premier ministre,

Les habitants de votre pays comptent sur vous. Prenez cette décision de justice et nos droits de l'homme au sérieux et optez pour des mesures courageuses contre cette catastrophe climatique qui ne cesse de s'aggraver. Brisez le silence et démontrez, par votre politique, l'importance que vous attachez à cet immense problème. Commencez dès maintenant, immédiatement, par une réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre de la Belgique pour atteindre une réduction d'au moins - 65 % en 2030. Il n'existe malheureusement pas de voie médiane. Un énième compromis à la belge n'est pas une option. Les lois de la physique sont implacables envers les compromis. Ne perdez pas un jour de plus, car il nous reste moins de 10 ans pour renverser la vapeur. Mettez fin à cette honteuse violation des droits de l'homme.

Monsieur le Premier ministre, la balle est dans votre camp.

Au nom de 58 000 citoyens belges et de Serge de Gheldere, Ignace Schops, Dirk de Clippeleir, Francesca Vanthielen, Nic Balthazar, Lambert Schoenmaekers, Johan Van Den Bosch, Tom Lenaerts, Tom Brookes, Koen Vanmechelen et Stijn Meuris : les fondateurs de l'Affaire Climat.
